

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

29 novembre 2010

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

**relative à la réalisation d'une analyse
coût-profit objective de la présence
d'étrangers dans notre pays**

(déposée par M. Filip De Man,
Mme Annick Ponthier
et M. Tanguy Veys)

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

29 november 2010

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

**betreffende een objectieve
kosten-batenanalyse van de aanwezigheid
van vreemdelingen in ons land**

(ingediend door de heer Filip De Man,
mevrouw Annick Ponthier
et de heer Tanguy Veys)

N-VA : Nieuw-Vlaamse Alliantie PS : Parti Socialiste MR : Mouvement Réformateur CD&V : Christen-Democratisch en Vlaams sp.a : socialistische partij anders Ecolo-Groen! : Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen Open Vld : Open Vlaamse liberalen en democraten VB : Vlaams Belang cdH : centre démocrate Humaniste LDD : Lijst Dedecker PP : Parti Populaire	
<i>Abréviations dans la numérotation des publications:</i> DOC 53 0000/000: Document parlementaire de la 53^{ème} législature, suivi du n° de base et du n° consécutif QRVA: Questions et Réponses écrites CRIV: Version Provisoire du Compte Rendu intégral (couverture verte) CRABV: Compte Rendu Analytique (couverture bleue) CRIV: Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes) (PLEN: couverture blanche; COM: couverture saumon) PLEN: Séance plénière COM: Réunion de commission MOT: Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	<i>Afkortingen bij de nummering van de publicaties:</i> DOC 53 0000/000: Parlementair document van de 53^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer QRVA: Schriftelijke Vragen en Antwoorden CRIV: Voorlopige versie van het Integraal Verslag (groene kaft) CRABV: Beknopt Verslag (blauwe kaft) CRIV: Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen) (PLEN: witte kaft; COM: zalmkleurige kaft) PLEN: Plenum COM: Commissievergadering MOT: Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)
<i>Publications officielles éditées par la Chambre des représentants</i> Commandes: Place de la Nation 2 1008 Bruxelles Tél.: 02/ 549 81 60 Fax: 02/549 82 74 www.laChambre.be e-mail: publications@laChambre.be	<i>Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers</i> Bestellingen: Natieplein 2 1008 Brussel Tel.: 02/ 549 81 60 Fax: 02/549 82 74 www.deKamer.be e-mail: publicaties@deKamer.be

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

La présente proposition de résolution reprend le texte de la proposition déposée au cours de la précédente législature sous le n° DOC 52 0437/001.

Il nous paraît de plus en plus manifeste qu'en attirant massivement des étrangers non européens au nom de la sacro-sainte croissance économique, les gouvernements occidentaux de l'après-guerre ont fait un choix imprévoyant et injustifié. Outre le fait que, par suite de la régression économique, les travailleurs immigrés de l'époque sont devenus excédentaires sur le marché du travail, le chômage atteignant dès lors des proportions considérables parmi la population immigrée, il convient de souligner les graves problèmes sociaux auxquels les nations européennes seront encore confrontées pendant des décennies. L'homme n'est, en effet, pas uniquement un acteur — en tant que producteur et consommateur — du processus économique, il est avant tout une entité culturelle, avec ses racines, qui ne peut être déplacée sans provoquer de graves difficultés.

Même si la présence d'étrangers non européens constitue avant tout un problème culturel, il faut également souligner que cette présence paraît coûter fort cher. Il est en tout cas éloquent que les autorités s'ingénient à garder secrets les chiffres qui pourraient nous éclairer quelque peu sur le coût de la présence des étrangers. Nous estimons cependant que, même s'ils infirment certains a priori idéologiques, les chiffres relatifs à la problématique des étrangers ne peuvent être dissimulés. On ne peut nier la réalité et ce n'est pas en taisant les chiffres que l'on parviendra à la changer. Une politique fondée sur des idées préconçues — par exemple, l'affirmation selon laquelle la présence d'étrangers constitue par définition un enrichissement sur le plan culturel et économique — n'a aucune chance de réussir. Elle doit au contraire reposer sur une analyse approfondie de la réalité.

Il serait par exemple intéressant d'examiner quel est le coût de la criminalité imputable aux étrangers, comme il ressort de la composition de la population carcérale et du rapport Van San. Dans le cadre d'une analyse coût-profit, il y aurait également lieu, selon nous, d'examiner quels sont les coûts de sécurité sociale générés par les étrangers. Quels sont les montants qu'ils perçoivent au titre des allocations familiales, des allocations de

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Dit voorstel van resolutie neemt de tekst over van het voorstel dat tijdens de vorige legislatuur werd ingediend onder DOC 52 0437/001.

Met steeds grotere nadrukkelijkheid dringt zich aan ons de conclusie op dat het massaal aantrekken van niet-Europese vreemdelingen in naam van de heilige economische groei, een kortzichtige en onverantwoorde keuze was van de naoorlogse West-Europese regeringen. Naast het feit dat de toenmalige gastarbeiders als gevolg van de economische teruggang op de arbeidsmarkt overtaallig geworden zijn, waardoor we van een grootschalige gastwerkloosheid kunnen gewagen, dient te worden gewezen op de verregaande maatschappelijke problemen, waarmee de Europese volkeren nog decennia lang zullen geconfronteerd blijven. De mens is immers niet alleen — in de hoedanigheid van producent en consument — een speler in het economische proces, maar in de eerste plaats een cultureel wezen dat verworteld is en dat men niet zo maar zonder grote moeilijkheden kan verplanten.

Hoewel de aanwezigheid van niet-Europese vreemdelingen in de eerste plaats een cultureel probleem vormt, moet er gewezen worden op het feit dat die aanwezigheid bovendien handen vol geld lijkt te kosten. Veelzeggend is in elk geval dat de overheid een aantal cijfers, die een groter inzicht in de kostprijs van vreemdelingen zouden verschaffen, angstvallig geheim probeert te houden. Wij zijn nochtans van mening dat cijfers in verband met de vreemdelingenproblematiek niet mogen verdoezeld worden, ook al stroken zij niet met vooraf ingenomen ideologische standpunten terzake. Men kan immers de realiteit niet ontkennen en men zal ze evenmin veranderen door de cijfers te verzwijgen. Een beleid zal slechts kans op slagen hebben, wanneer het niet uitgaat van premissen die reeds vooraf bewezen worden geacht — zoals de stelling dat de aanwezigheid van vreemdelingen per definitie een culturele en economische verrijking voor het gastland inhoudt — maar wanneer het zich steunt op een grondige analyse van de werkelijkheid.

Het zou bijvoorbeeld interessant zijn om te weten wat het prijskaartje is van de oververtegenwoordiging van vreemdelingen in de criminaliteitsstatistieken, zoals blijkt uit de samenstelling van de gevangenispopulatie en uit het rapport-Van San. In het kader van een kosten-batenanalyse lijkt het ons tevens aangewezen te onderzoeken wat de vreemdelingen aan ons sociale zekerheidsstelsel kosten. Wat ontvangen de vreemdelingen aan

chômage, des pensions et des allocations de maladie et d'invalidité? On a par ailleurs mis sur pied de nombreux projets visant à promouvoir l'intégration des étrangers, qui ne donnent que de très maigres résultats. Ce n'est là qu'un aperçu des coûts liés à la présence d'étrangers non européens sur notre territoire. De très nombreux signes montrent que cette présence ne constitue pas d'emblée une plus-value économique pour le pays d'accueil.

Contrairement à la Belgique, où la réalisation d'une analyse objective des coûts et profits de l'immigration et, *a fortiori*, la publication des résultats d'une telle analyse et l'organisation d'un débat ouvert sur ceux-ci, sont toujours tabous, les Pays-Bas ont bel et bien réalisé une étude sur ce sujet. En juin 2003, a en effet été publiée l'étude *"Immigration and the Dutch Economy"* du Nederlands Centraal Planbureau (CPB), qui analyse entre autres les répercussions de l'immigration sur le marché de l'emploi, l'évolution des salaires, les finances publiques et l'environnement physique. Cette étude répond également à la question de savoir si une immigration encore accrue peut contribuer à résoudre le problème du paiement des pensions dans la perspective du vieillissement de la population.

Il ressort de l'étude que l'immigration entraîne, certes, une augmentation du produit intérieur brut, mais que cette augmentation revient en grande partie aux immigrés sous forme de rémunération. L'étude montre que les immigrés constituent, quel que soit l'âge auquel ils arrivent dans le pays, une charge pour les finances publiques, lorsque leurs caractéristiques socioéconomiques correspondent à la moyenne de celles des résidents actuels d'origine non occidentale. Cela signifie que les étrangers non occidentaux déjà présents dans le pays influencent aussi négativement le solde de financement des pouvoirs publics. Il est donc parfaitement inexact que l'immigration puisse constituer un facteur d'allègement des finances publiques et puisse ainsi compenser l'accroissement des coûts lié au vieillissement de la population. Les immigrés originaires de pays non occidentaux recourent proportionnellement davantage aux diverses prestations offertes dans le cadre de la sécurité sociale, de sorte qu'il existe un risque qu'une immigration accrue se traduise par une hausse des coûts de l'État social. L'étude *"Immigration and the Dutch Economy"* souligne qu'aux Pays-Bas, le ratio de dépendance, c'est-à-dire le nombre d'allocataires exprimé en pourcentage du nombre d'actifs, est sensiblement plus élevé chez les résidents non occidentaux que chez les résidents occidentaux. Les degrés de dépendance sont les plus élevés chez les Marocains (plus de 80 %) et chez les Turcs (plus de 65 %). Le degré de dépendance moyen de l'ensemble

kinderbijslag, werkloosheidssteun, pensioenen, ziekte- en invaliditeitsuitkeringen? Er zijn verder de vele projecten ter bevordering van de integratie van vreemdelingen, waarvan het resultaat zeer twijfelachtig is. Dit is maar een greep uit de kostenfactoren die met de aanwezigheid van niet-Europese vreemdelingen verbonden zijn. Er zijn heel wat aanwijzingen dat die aanwezigheid niet meteen een economische meerwaarde voor het gastland betekent.

In tegenstelling tot in België, waar er op het uitvoeren van een objectieve analyse van de kosten en baten van immigratie, laat staan het bekend maken en openlijk bediscussiëren van de resultaten van een dergelijke analyse, nog steeds een taboe rust, werd er in Nederland wel degelijk studiewerk naar dit onderwerp verricht. In juni 2003 werd de studie *"Immigration and the Dutch Economy"* van het Nederlandse Centraal Planbureau (CPB) gepubliceerd, waarin onder meer de gevolgen van immigratie voor de arbeidsmarkt, de ontwikkeling van de lonen, de overheidsfinanciën en de fysieke omgeving in kaart gebracht wordt. Er wordt in de studie ook een antwoord geformuleerd op de vraag of nog meer immigratie een oplossing kan bieden voor het probleem van de vergrijzing van de samenleving in verband met de betaalbaarheid van de pensioenen.

Uit het onderzoek blijkt dat door immigratie het bruto binnenlands product weliswaar toeneemt, maar dat deze toename grotendeels toevalt aan de immigranten in de vorm van loon. Bij alle leeftijden van binnenkomst zijn immigranten blijkens de studie een belastende factor voor de overheidsfinanciën als hun sociaal-economische karakteristieken overeenkomen met het gemiddelde van die van de huidige ingezetenen met een niet-Westerse achtergrond. Dit wil zeggen dat ook de reeds aanwezige niet-westerse vreemdelingen het financieringssaldo van de overheid in negatieve zin beïnvloeden. Er is dus geen sprake van dat immigratie een ontlastende factor voor de overheidsfinanciën zou kunnen betekenen en dus een tegengewicht zou kunnen bieden voor de oplopende kosten die gepaard gaan met de vergrijzing van de bevolking. Immigranten uit niet-Westerse landen doen in meer dan proportionele mate een beroep op allerlei voorzieningen in het kader van de sociale zekerheid, zodat er een risico bestaat dat bijkomende immigratie zal leiden tot stijgende kosten van de welvaartstaat. De studie *"Immigration and the Dutch Economy"* wijst erop dat de zogenaamde afhankelijkheidsratio, het aantal uitkeringsstrekkers uitgedrukt als een percentage van het aantal werkenden, beduidend hoger ligt bij niet-Westerse ingezetenen dan bij Westerse ingezetenen van Nederland. De afhankelijkheidsgraad is het hoogst bij de Marokkanen (meer dan 80 %), gevolgd door die bij de Turken (meer dan 65 %). De gemiddelde afhankelijkheidsgraad van alle

des résidents non occidentaux dépasse les 40 %, contre environ 20 % pour les Néerlandais.

L'étude néerlandaise bat en brèche un rapport des Nations unies de 2000, qui soutient que les pays européens devraient accueillir davantage d'immigrés pour rectifier une pyramide des âges défavorable (le rapport parle de "*replacement immigration*" ou "immigration de substitution"). L'étude renvoie en effet à un article signé Van Imhoff et Van Nimwegen, paru également en 2000 dans la revue *Demos bulletin over bevolking en samenleving*. Cet article calcule les conséquences potentielles de la recommandation des Nations unies pour les Pays-Bas. Pour maintenir la proportion de personnes de plus de 65 ans au niveau actuel, il faudrait que l'immigration nette augmente chaque année, jusque 2050, de 300 000 unités. En conséquence, la population des Pays-Bas passerait à 39 millions d'habitants en 2050, alors que le pays ne compte aujourd'hui "que" 16 millions d'habitants. Après 2050, il faudrait encore plus d'immigrés pour stabiliser la proportion de personnes de plus de 65 ans au niveau actuel, de sorte qu'à l'horizon de 2010, les Pays-Bas compteraient pas moins de 109 millions d'habitants. Le *Wetenschappelijke Raad voor Regeringsbeleid*, un organisme qui conseille le gouvernement sur toute une série de questions politiques, s'oppose aussi, dans un rapport au gouvernement de 2001, intitulé *Nederland als immigratieland*, à l'immigration de travailleurs en tant qu'instrument de politique économique.

L'étude "*Immigration and the Dutch Economy*" analyse en profondeur "l'impact fiscal" de l'immigration, c'est-à-dire la répercussion financière à long terme de l'immigration sur le secteur public. À cet égard, elle calcule la contribution nette des étrangers non occidentaux aux finances publiques sur toute la durée de leur séjour aux Pays-Bas. Le résultat est le plus favorable pour les immigrés qui arrivent aux Pays-Bas à l'âge de vingt-cinq ans. Mais même si les immigrés arrivent aux Pays-Bas à cet âge, ils représentent une contribution nette aux finances publiques négative de 43 000 euros, s'ils présentent les mêmes caractéristiques socio-économiques que les étrangers non occidentaux résidant déjà aux Pays-Bas.

Le coût net d'un étranger non occidental qui a immigré aux Pays-Bas peu de temps après sa naissance était, quant à lui, estimé à 95 000 euros en raison des dépenses d'enseignement exposées pour cet étranger. Les immigrés qui arrivent aux Pays-Bas au-delà de l'âge de vingt-cinq ans constituent aussi une charge nette plus élevée pour les finances publiques, charge qui peut aller jusqu'à 110 000 euros environ pour une arrivée à l'âge de cinquante ans. De la même manière, on peut calculer la

niet-Westerse ingezetenen samen bedraagt meer dan 40 %, die van Nederlanders ongeveer 20 %.

De Nederlandse studie maakt brandhout van een rapport van de Verenigde Naties uit 2000 waarin gesteld wordt dat de Europese landen meer immigranten zouden moeten opnemen om de ongunstige leeftijds-spiramide te hervormen ("*replacement migration*" of "vervangingsimmigratie"). Er wordt verwezen naar een artikel van de hand van Van Imhoff en Van Nimwegen dat in datzelfde jaar 2000 verscheen in het tijdschrift *Demos bulletin over bevolking en samenleving*. Daarin wordt berekend wat voor Nederland de consequenties van de aanbeveling van de VN zouden zijn. Om het aandeel 65-plussers in de bevolking op het huidige peil te handhaven, zou de netto immigratie tot het jaar 2050 elk jaar met 300 000 eenheden moeten toenemen. In 2050 zou het bevolkingsaantal van Nederland als gevolg daarvan gestegen zijn tot 39 miljoen, terwijl Nederland vandaag "slechts" 16 miljoen inwoners telt. Na 2050 zou nog meer immigratie nodig zijn om het aandeel van de 65-plussers in de bevolking te stabiliseren op het huidige peil, zodat tegen 2100 Nederland niet minder dan 109 miljoen inwoners zou tellen. Ook de Wetenschappelijke Raad voor het Regeringsbeleid, een instantie die aan de Nederlandse regering advies verstrekt over allerhande beleidskwesties, kant zich in een rapport aan de regering uit 2001, getiteld *Nederland als immigratieland*, tegen arbeidsmigratie als instrument van economische politiek.

De studie "*Immigration and the Dutch Economy*" gaat uitgebreid in op de zogenaamde fiscale impact van de immigratie, de financiële weerslag van immigratie op de publieke sector, op lange termijn. Daarbij wordt berekend wat, over de gehele duur van hun verblijf in Nederland genomen, de netto bijdrage van niet-Westerse vreemdelingen aan de overheidsfinanciën is. Het resultaat is het gunstigst voor immigranten die Nederland binnenkomen op de leeftijd van vijftientwintig jaar. Zelfs als migranten op deze leeftijd naar Nederland komen, is er sprake van een negatieve netto bijdrage aan de overheidsfinanciën van ongeveer 43 000 euro, indien deze migranten dezelfde sociaal-economische kenmerken hebben als de reeds in Nederland aanwezige niet-Westerse vreemdelingen.

De netto kosten van een kort na de geboorte in Nederland geïmmigreerde niet-Westerse vreemdeling werden — met name omwille van de voor deze vreemdeling gedane onderwijsuitgaven — geraamd op ongeveer 95 000 euro. Immigrant die na de leeftijd van vijftientwintig jaar naar Nederland komen, vormen eveneens een grotere netto belasting voor de overheidsfinanciën, oplopend tot ongeveer 110 000 euro bij een leeftijd van binnenkomst van vijftig jaar. Op dezelfde manier kan

contribution nette aux finances publiques des ménages d'immigrés. Un ménage d'immigrés, avec deux conjoints âgés de vingt-cinq ans au moment de leur arrivée, génère une contribution nette aux finances publiques négative de 230 000 euros. Même si les parents ont les caractéristiques socioéconomiques du résident moyen des Pays-Bas et que les enfants présentent toute leur vie les caractéristiques du résident néerlandais moyen, le ménage représentera une charge nette d'environ 48 000 euros pour les finances publiques. Le CPB arrive à la conclusion que l'immigration n'a une incidence positive sur les finances publiques que si la performance économique des immigrés est au moins comparable à celle du résident néerlandais moyen et que, même dans ce cas, l'immigration ne constitue guère une solution aux conséquences budgétaires du vieillissement de la population.

Dans un pays démocratique, le citoyen a droit à une information honnête et correcte. Le contribuable a le droit de savoir ce qu'on fait de son argent et de connaître le coût de l'immigration, compte tenu de l'importance des montants qui sont en jeu. Ce qui est possible aux Pays-Bas, doit également l'être en Belgique.

men de netto bijdrage aan de overheidsfinanciën berekenen van immigrerende gezinnen. Een migrantengezin met twee echtgenoten die ten tijde van de binnenkomst vijftientig jaar zijn, de sociaal-economische karakteristieken van de gemiddelde niet-Westerse immigranten hebben en bovendien twee kinderen hebben die ten tijde van de binnenkomst nul en vijf jaar zijn, resulteert in een negatieve netto bijdrage aan de overheidsfinanciën van ongeveer 230 000 euro. Zelfs wanneer de ouders de sociaal-economische karakteristieken hebben van de gemiddelde ingezetene van Nederland en wanneer de kinderen gedurende hun hele leven de karakteristieken hebben van de gemiddelde Nederlandse ingezetene, vormt het gezin een netto belasting voor de overheidsfinanciën van ongeveer 48 000 euro. Het CPB concludeert dat immigratie slechts een positief effect heeft op de overheidsfinanciën indien de economische prestatie van de inwijkelingen op zijn minst die van de gemiddelde Nederlandse ingezetene benadert en dat zelfs in dat geval immigratie nauwelijks een oplossing biedt voor de budgettaire gevolgen van de vergrijzing.

In een democratisch land mag de burger niet verstoken blijven van eerlijke en correcte informatie. De belastingbetaler heeft het recht om te weten hoe zijn geld besteed wordt en om een zicht te hebben op de kostprijs van de immigratie, gezien de grote bedragen die ermee gemoeid zijn. Wat in Nederland mogelijk is, moet ook hier kunnen.

Filip DE MAN (VB)
Annick PONTHER (VB)
Tanguy VEYS (VB)

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS DEMANDE AU
GOUVERNEMENT FÉDÉRAL:

1. de communiquer toutes les données permettant de mieux cerner le coût de la présence d'étrangers non européens dans notre pays;
2. de fournir une information correcte concernant le coût de la présence de ces étrangers;
3. de faire publier chaque année une analyse objective, permettant de déterminer de manière aussi exhaustive que possible tant les coûts que les profits de la présence d'étrangers non européens;
4. de distinguer deux catégories de personnes lors de la réalisation de cette étude:
 - les personnes qui ne possèdent pas la citoyenneté belge ou celle d'un autre État membre de l'Union européenne;
 - les personnes qui ont acquis volontairement la citoyenneté belge ou celle d'un autre État membre de l'Union européenne au cours des dix dernières années et qui, en dépit de cette acquisition, sont toujours citoyennes d'un État qui n'est pas membre de l'Union européenne;
5. de fournir les moyens nécessaires pour réaliser une étude objective.

18 novembre 2010

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

DE KAMER VAN VOLKSVERTEGENWOORDIGERS VRAAGT DE
FEDERALE REGERING:

1. alle gegevens ter beschikking te stellen die bijdragen tot een beter inzicht in de kostprijs van de aanwezigheid van niet-Europese vreemdelingen in ons land;
2. correcte informatie te verstrekken met betrekking tot de kostprijs van de aanwezigheid van deze vreemdelingen;
3. de opdracht te geven om jaarlijks een objectieve analyse te publiceren, die op een zo volledig mogelijke wijze een inzicht verschaft in zowel de kosten als de baten van de aanwezigheid van niet-Europese vreemdelingen;
4. bij de uitvoering van die studie twee categorieën personen te onderscheiden:
 - personen die niet in het bezit zijn van het Belgische staatsburgerschap of van het staatsburgerschap van een andere lidstaat van de EU;
 - personen die in de loop van de laatste tien jaar het Belgische staatsburgerschap of het staatsburgerschap van een andere lidstaat van de Europese Unie vrijwillig verkregen hebben en ondanks deze verkrijging nog steeds staatsburger zijn van een staat die geen lidstaat is van de EU;
5. de nodige middelen ter beschikking te stellen om de objectieve studie mogelijk te maken.

18 november 2010

Filip DE MAN (VB)
Annick PONTHER (VB)
Tanguy VEYS (VB)